

La Démocratie a besoin de vous

L'extrême droite progresse partout sur la planète. Aux États-Unis, Donald Trump s'en prend quotidiennement à la démocratie et aux droits des femmes et des minorités. Et cela avec le soutien des oligarques de la technologie. En France, l'extrême droite de Marine Le Pen et son Rassemblement National se rapprochent dangereusement du pouvoir.

La Suisse n'échappe pas à ces évolutions alarmantes : l'année prochaine, trois initiatives visant à déconstruire notre démocratie seront soumises aux urnes ! Soutenue par les mêmes forces réactionnaires, l'UDC s'en prend aux plus faibles et fait de la politique pour les riches et leurs *lobbies*. En même temps, la droite nationaliste veut isoler la Suisse.

S'engager localement

Le moment est venu de s'engager dans votre ville, commune ou village, pour empêcher la destruction de notre démocratie. Les groupes locaux que vous pouvez rejoindre vous sont présentés, à la fin de cet article. Mais, dans un premier temps, il s'agit de faire le poids, tous ensemble, contre ces trois votations en 2026 qui seront décisives pour la démocratie :

Initiative de résiliation

« *NON à une Suisse à 10 millions* »

La dangereuse initiative dite « de résiliation » de l'UDC décidera si la Suisse suivra la voie populiste et isolationniste de Trump, de Le Pen et de l'AfD allemande, ou si au contraire notre pays conservera son ouverture, avec la libre circulation des personnes et la voie bilatérale.

Initiative « 200 francs, ça suffit »

Avec son initiative de réduction de moitié de la redevance **radio-TV**, l'UDC veut mettre à genoux la SSR afin d'empêcher une couverture médiatique indépendante. Son modèle : différents cercles de droite nationaliste, de Victor Orban à Giorgia Meloni, qui veulent détruire l'information publique et de qualité.

Initiative sur la neutralité

Cette initiative veut empêcher la Suisse de reprendre toute sanction de l'UE. Ce faisant, elle empêcherait que de graves violations du droit international et des droits humains puissent être reconnues comme telles et punies par la Suisse. Il s'agit en réalité, malgré son nom, d'une initiative pro-Poutine.

Ces initiatives, sur lesquelles nous devrons bientôt nous prononcer, émanent toutes trois de l'UDC. Contentons-nous ici d'examiner un peu plus en détail au moins la première d'entre elles :

Initiative de résiliation

Ce que l'UDC veut obtenir, avec celle-ci, c'est tout simplement la résiliation des accords bilatéraux avec l'Union européenne (UE). Donc l'isolement de la Suisse. Des licenciements massifs et une hausse du chômage sont attendus. Les 1,5 million de citoyen-ne-s de l'UE vivant en Suisse doivent s'attendre à tout moment à ce que leurs enfants et leurs conjoint-e-s soient expulsé-e-s du pays. Dans un monde où Trump et ses sbires sèment le chaos et la haine, il est plus que jamais nécessaire d'entretenir des relations stables avec nos pays voisins et de témoigner notre reconnaissance envers nos collègues de travail, nos ami-e-s et nos voisin-e-s. Ce sont souvent elles et eux qui soignent nos malades, prennent soin de nos aîné-e-s et construisent nos maisons et nos routes. En avons-nous assez conscience ?

En Suisse

N'allons pourtant pas croire que tout va bien, en Suisse. L'extrême droite progresse aussi chez nous, comme partout sur la planète. Alors avant de vous présenter quelques chiffres, balayons devant notre porte. Plusieurs élu-e-s de l'UDC ont affiché leur soutien à Donald Trump et à son programme néo-fasciste. Par exemple :

- Albert Rösti, conseiller fédéral : « *Je penche plutôt pour Trump* »
- Magdalena Martullo-Blocher, vice-présidente : « *Trump aime la Suisse* »

On le sait, le RN, l'UDC et Trump utilisent les mêmes méthodes démagogiques : obsession de l'immigration, discours distillant la peur de l'autre et imagerie xénophobe. Après son élection au Conseil national, l'élue UDC Thomas Stettler (JU) a affirmé que son parti n'était pas raciste, mais « *xénophobe peut-être* ». Cet aveu n'est pas surprenant : des élus UDC ont régulièrement été condamnés pour des propos racistes. C'est le cas par exemple de Jean-Luc Addor, condamné en 2020 pour discrimination raciale.

suite »»»